

Les syndicats

L'IMPERIALISME, FACTEUR POURRISSANT DU MOUVEMENT OUVRIER

Vis-à-vis de la classe ouvrière dont il vivait, le système capitaliste a commencé par lui imposer des conditions terribles et une exploitation sans limite. Dans les villes industrielles du début du 19e siècle, il paraît qu'on pouvait reconnaître dans la rue sur quelle machine travaillait chaque travailleur en observant les déformations de sa démarche ou les séquelles des accidents. Les durées de travail et l'absence de moyens de transport accessibles aux ouvriers faisaient qu'il n'était pas rare qu'on doive dormir au pied de sa machine. Les maladies comme la tuberculose, directement liées aux conditions lamentables de logement, faisaient des ravages.

Il faudra attendre plusieurs dizaines d'années pour que cet état de fait commence à changer réellement en Europe de l'Ouest. Les choses ont commencé à se modifier sensiblement à partir des années 1870-1880.

L'une des raisons était que dans tous les domaines prévalait la concurrence entre les capitalistes. On pouvait donc voir l'incohérence des propositions, des décisions, en écoutant, en voyant faire les capitalistes eux-mêmes. Ceux-ci n'avaient pas trouvé le moyen de dépasser leur concurrence, qui est l'une des règles de leur système. Le mouvement ouvrier, les syndicats par exemple, pouvaient utiliser cette faiblesse, cette concurrence entre les entreprises, et en profiter pour parvenir à de meilleures conditions pour les travailleurs. Il suffisait pour cela que les travailleurs passent au stade de l'organisation unifiée face à ces patrons en concurrence.

Dans une certaine mesure donc, le rapport de force, a été un moment entre un mouvement ouvrier de plus en plus unifié face à un patronat encore désuni. Cette situation explique en partie les succès importants des conquêtes ouvrières en Europe de l'Ouest dans le

dernier quart du 19^e siècle entre les années 1880 et 1905 environ. C'est à cette époque que la condition ouvrière, qui était dramatique auparavant, commence à s'humaniser un peu, que la journée de travail connaît des limites légales, que le repos hebdomadaire apparaît, etc.

Mais l'autre raison de cette transformation, c'est que les patrons, les bourgeois de l'époque étaient en pleine période de profits coloniaux, que les colonies leur rapportaient proportionnellement bien plus que leurs affaires en métropole, et qu'il leur suffisait finalement de prendre sur une mince part de leurs bénéfices florissants.

Les années 1880-1900 ont été les grandes années des conquêtes coloniales, pour la France comme pour l'Allemagne, 10 ou 20 ans après l'Angleterre qui était le numéro un du genre. Pour la classe ouvrière allemande et française ces années-là ont été récompensées par des progrès sensibles, que ce soit dans les conditions de travail ou dans le niveau de vie. Là encore, à la suite de l'exemple anglais.

Bien sûr toutes ces conquêtes ouvrières n'auraient pas été obtenues sans luttes. Et des luttes, il y en a eu de réelles et d'importantes. Mais elles ont pourri le mouvement ouvrier qui s'est mis à croire que colonie est synonyme de progrès. Pour une partie de la classe ouvrière au moins c'était vrai.

En France, jusque vers 1870, la journée de travail était communément de 12 heures, et il n'y avait pas de congé. En 1874, une première loi réduit la durée de travail des femmes et des enfants et crée l'Inspection du travail. Au même moment, la France est en train de conquérir la Tunisie. En 1884, une première loi accorde la liberté de création des syndicats. C'est la loi Waldeck-Rousseau. La même année commence la conquête militaire de l'Indochine. En 1892, une nouvelle loi fixe la durée du travail des femmes et des enfants à 11 heures. Au même moment, le protectorat français sur Madagascar est reconnu par les Anglais. En 1899, l'Etat reconnaît les délégués syndicaux. A ce moment-là, l'Indochine est matée et le dépeçage de l'Afrique quasiment terminé. En 1900, une loi limite maintenant la durée de travail à 10 heures par jour. La conquête de Madagascar est sur le point de s'achever. En 1906, le repos hebdomadaire est légalisé. Les affaires de Michelin en Indochine prospèrent. Par l'intermédiaire de 27 sociétés liées à la Banque d'Indochine et à la Banque des Pays-Bas, Michelin contrôle 70 % des plantations d'hévéas. Au Tchad, Boussac réalise de très beaux taux de profit sur le coton. Lesieur en fait autant sur l'arachide au Sénégal. En 1909, une loi garantit leur emploi aux femmes enceintes. En 1910, une première loi sur les retraites ouvrières et paysannes est instituée. La journée de 8 heures commence à entrer en vigueur en 1904-1906 même si la loi qui la généralise ne sera proclamée qu'après la guerre en 1919.

En fait, pratiquement toute l'histoire des premières grandes conquêtes sociales se situe très exactement dans les années des conquêtes et des affaires coloniales.

Mais depuis 80 ou 100 ans maintenant, il n'y a plus du tout de progrès comparable dans le sort de la classe ouvrière. Si la législation donne de plus en plus de droits aux organisations syndicales reconnues représentatives par l'Etat bourgeois, la réalité des travailleurs du rang ne bouge plus guère. C'est tout juste si elle connaît un léger mieux dans les années 60, portée par les bonnes affaires du capitalisme ; par contre, elle recule depuis 20 ans que dure bientôt la crise actuelle.

Ce n'est pas un hasard : depuis 80 ou 100 ans, nous n'en sommes plus au capitalisme jeune, au capitalisme de libre concurrence des débuts. Petit à petit, au cours des dernières années du siècle précédent et des premières années de notre siècle, à cette concurrence

ouverte, anarchique, s'est substituée une situation tout à fait différente. Il n'y a en réalité plus du tout aujourd'hui d'initiative privée.

Dans un secteur comme la chimie ou la mécanique, où il pouvait y avoir des milliers, voire des dizaines de milliers d'entreprises concurrentes, cette concurrence a justement fini par concentrer cette production, et faire émerger quelques dizaines de très gros. A partir de ce stade, une entente qui auparavant n'était pas possible, le devient. Une entente entre capitalistes sur les prix, sur les produits ou sur la répartition des marchés. Petit à petit cette domination de quelques monopoles s'est étendue à tous les domaines. Le résultat est que l'adversaire capitaliste est aujourd'hui centralisé là où il ne l'était pas au siècle dernier. Et cette centralisation ne laisse plus de place à la marge de manœuvre dont pouvait user les syndicats, enfonçant ici un coin sur les horaires, là sur les salaires, s'appuyant ensuite sur une victoire pour en faire un objectif à rejoindre par d'autres travailleurs ensuite.

Depuis que nous sommes entrés dans cette ère impérialiste, les organisations syndicales ne peuvent plus obtenir de succès durables, de succès sérieux aussi facilement. Et de fait, on peut voir que les seuls moments où quelques améliorations sensibles ont pu tout de même exister, cela n'a plus été que lors des grèves générales comme Juin 36 ou Mai 68.

Or en Juin 36 comme en Mai 68, ce ne sont pas les organisations syndicales qui ont appelé à la grève générale. Le mouvement a eu lieu de lui-même, et c'est parce qu'il était général que le patronat, le gouvernement se sont empressés de chercher à négocier... avec les organisations syndicales. Et le rôle des organisations syndicales dans cette situation-là a été l'inverse : il a été de faire reprendre le travail, sur la base de l'accord négocié entre elles et le patronat.

Le reste du temps, en dehors des rares moments où les luttes sont générales, il ne restait plus que deux choix possibles aux organisations syndicales. Soit appeler à la lutte générale, qui serait donc le seul moyen d'imposer à notre époque un rapport de force qui permette, au moins de préserver le niveau de vie et les conditions de travail de la classe ouvrière, soit composer avec l'Etat capitaliste, s'adapter à lui, essayer de coopérer avec lui pour se trouver une nouvelle raison d'être.

Eh bien dans la pratique, depuis 70 ans maintenant, en France et ailleurs aussi, c'est ce second choix qui est fait et refait par toutes les organisations syndicales des pays impérialistes. La lutte générale, certains en brandissent la menace, en parole, mais chaque fois qu'elle est là, tous ne pensent qu'à faire rentrer les travailleurs dans l'ordre.

Aujourd'hui aussi, pour une partie de l'aristocratie ouvrière, il est vrai que la sécurité de l'emploi, que les salaires de 10 000 F ou que le droit syndical vont de pair avec les empires financiers qui exploitent les anciennes colonies. Mais la majorité de la classe ouvrière est exclue de tout cela. Pourtant ce sont les idées de cette aristocratie qui comptent et qui l'emportent.

Que peuvent négocier les syndicats avec l'Etat ? Rien ou pas grand chose. Ils lui demandent en gros de prendre ses distances avec les trusts, avec les patrons. Sauf que l'Etat et les patrons, à l'époque impérialiste sont plus liés que jamais. Alors, il ne reste plus qu'un dernier choix, prendre tout à fait le camp des patrons. Et c'est malheureusement ce qui se fait. Les syndicats choisissent le camp des patrons quand ils appellent à "produire français" ou quand ils avancent une revendication comme "non à la casse".

Et les patrons l'ont bien compris comme tel. Le journal patronal "l'Expansion" l'écrit clairement (mars 91) : "Les syndicats deviennent donc -c'est l'idée nouvelle- les pivots de la transformation de l'entreprise taylorienne en entreprise ouverte et participative. Ils cessent, aux yeux des directions, d'être des adversaires inconditionnels. Ils gagnent en reconnaissance, en information, mais s'ils sont "mis dans le coup", ils doivent assumer également leurs responsabilités à l'égard de l'entreprise." Et "l'Expansion", soucieuse que les syndicats n'y perdent pas trop en crédibilité, rajoute : "Jouer le jeu de la concertation représente aussi une aventure périlleuse : de compressions de personnel en reconversions en passant par la flexibilité et la modération salariale, il faudrait aux délégués beaucoup d'éloquence pour convaincre leur base que les accords négociés sont toujours "gagnant-gagnant". Mais l'expérience commence à prouver qu'au bout du compte le réalisme paie."

On peut donc dire que les travailleurs sont plutôt désarmés aujourd'hui côté organisations syndicales. Et même que ce qu'ils pourraient prendre pour une arme est en fait une arme qui pourrait bien vite se retourner contre eux au moment décisif. Ces organisations qui ont trahi les intérêts du mouvement ouvrier, une fois deux fois, dix fois n'ont plus aucune chance de changer de nature.

Alors la seule chance pour que la classe ouvrière retrouve un rôle à jouer, c'est qu'elle soit capable de trouver en son sein des militants qui ne soient pas des militants de ces organisations-là, ou de cette politique-là. Des militants, la classe ouvrière continue d'en susciter naturellement, si l'on peut dire, à l'époque impérialiste comme avant, fort heureusement, et c'est normal. Car les raisons de se révolter, et les raisons d'espérer, existent plus que jamais.

Mais la quasi-totalité de ces militants nouveaux, des jeunes qui choisissent l'action, rencontrent tout naturellement ces appareils syndicaux en place avec l'appui du patronat et du gouvernement, ne serait-ce qu'à l'échelle nationale. Et ces appareils les forment, les sélectionnent sur la base de l'obéissance à l'appareil, pas aux travailleurs. Au contraire, il est de bon ton dans les syndicats de se méfier des travailleurs, de dénigrer leur absence dans le syndicat, dans les réunions ou dans les luttes, pour justifier l'absence de confiance en eux une fois pour toutes. Bref, on dresse le futur militant à avoir plus confiance en l'appareil et en la direction de son organisation que dans ses camarades de travail. Et c'est cela qui explique dans les moments décisifs comme Mai 68 ou Juin 36 que les appareils syndicaux trouvent les moyens humains de faire appliquer leur volonté contre celle des travailleurs.

Un militant qui ne choisit pas de militer sur le plan politique a donc peu de chance de ne pas se laisser happer par les pratiques et les mœurs syndicales, car il aura rarement l'occasion de côtoyer des militants qui mettraient en pratique leur confiance dans les travailleurs eux-mêmes, et il n'aurait aucun recul par rapport aux pratiques syndicalistes courantes.

Et un militant qui ne choisit pas de militer sur une politique révolutionnaire, c'est-à-dire avec l'idée de changer la société, a toutes les chances de finir par se laisser englober dans la politique de ces syndicats. Revendiquer de "produire français", revendiquer le maintien des usines contre leur casse, a l'air bien plus concret, bien plus possible que préparer le renversement du capitalisme.

Oui, mais c'est une illusion. Revendiquer de "produire français" et de maintenir une usine qu'un patron veut casser est une cause perdue d'avance. Car si un patron a fait le choix d'aller remonter son usine ailleurs, ou d'investir dans un autre domaine, c'est qu'il a fait le calcul qu'il va y gagner. Revendiquer de "produire français" ou s'opposer à la casse des

entreprises, c'est mener un combat qui, s'il réussit, profite d'abord aux patrons, et c'est en plus vouloir le mener contre sa propre volonté. Il existe toute une bureaucratie syndicale en France pour distiller cette politique-là. Elle n'est pas vraiment reprise de tout cœur par les travailleurs, mais ceux-ci n'ont pas d'autre choix.

Alors, il vaudra mieux une génération de militants qui proposent peut-être pendant 10 ans à la classe ouvrière l'idée qu'il faut changer toute la société, plutôt que 2 générations de militants plus nombreux qui ont mené ces combats finalement inutiles depuis 20 ans que sont le "produire français" et le "non à la casse".

Il faudra enfin des militants qui ne recherchent pas la gloire, car ils devront, dans un premier temps au moins, affronter durement bien des préjugés ancrés de longue date dans la population ouvrière.

Si les organisations syndicales comme les organisations politiques d'ailleurs parviennent si facilement à dresser leurs militants dans l'idée de confiance dans l'organisation, à l'appareil, c'est aussi parce qu'elle a un problème humain. Sans cette confiance, il serait bien difficile de militer et de militer durablement. Alors se pose à nous un problème considérable : serons-nous capables de former une génération de militants qui sachent avoir cette confiance sans avoir l'organisation politique à laquelle ils peuvent avoir toute confiance puisque celle-ci n'existe pas. Une organisation demande un minimum de discipline, mais seul on est livré à soi-même et on n'obéit plus qu'à sa propre discipline.

Or nous n'avons vraiment pas de chance : enfants de l'impérialisme, nous sommes aussi des enfants gâtés. Rares sont ceux d'entre nous qui ont vraiment connu les privations ne serait-ce qu'une fois dans la vie. Rares sont ceux d'entre nous, même de condition ouvrière qui ont dû avoir à se battre à un moment ou à un autre pour leur bifteck, celui de leurs proches ou celui d'un camarade.

Certes la bourgeoisie ne nous a pas souvent donné le goût de l'étude, elle nous a plutôt dégoûté de l'école, mais c'est le plus souvent par dégoût que par obligation d'aller travailler que nous avons quitté l'école. Nous sommes trop souvent formés, conditionnés à vivre dans la facilité. Même quand nous sommes de la classe ouvrière.

Nous ne connaissons pas par exemple le prix des idées. Au siècle dernier, les bourgeois n'avaient pas à leur disposition des organisations syndicales par lesquelles elles pouvaient intoxiquer et contrôler le mouvement ouvrier. Elles faisaient la chasse aux idées socialistes et communistes. Le nombre de militants qui se sont formés justement en prison grâce à des cours improvisés par de plus anciens ou grâce à des lectures introduites clandestinement est impressionnant. Mais ce qui caractérise notre vie d'enfant de pays impérialiste, c'est que rien ne nous est interdit, tout est accessible. Et pourtant personne ne se jette à la lecture d'ouvrages révolutionnaires. Personne ne se jette de façon forcenée, de façon acharnée sur la lecture des ouvrages permettant de comprendre le monde.

Oui, l'impérialisme nous a gâtés. Alors que dans d'autres pays, dans d'autres périodes, les militants pouvaient s'échiner à recopier parfois à la main des ouvrages introuvables, ou passer l'essentiel de leur vie militante, risquant parfois leur vie, à la transmission sous le manteau d'ouvrages clandestins, ici tout est autorisé... et rien n'est fait. L'URSS qui, nous dit-on a connu l'un des régimes les plus totalitaires, avant qu'elle finisse par s'écrouler, il y a quelques années, avait comme moyen principal de contestation ce genre de méthodes : une littérature, des ouvrages circulant sous le manteau ; on les appelait les samizdat.

Nous sommes pour une société où lire, faire travailler notre cerveau, sera l'occupation la plus enthousiasmante, la plus agréable et la plus enrichissante, car c'est le propre de l'activité humaine. Alors, quand aujourd'hui on est conscient du monde qui nous entoure, de la nécessité de le changer et des difficultés qui nous attendent, c'est un crime que de laisser notre cerveau en friche, de ne pas le forcer à travailler. L'effort, on peut y prendre goût et aimer ça. Comme on peut aussi bien prendre goût à la paresse. Le problème est qu'il y a bien plus de motifs de prendre goût à la paresse dans notre mode de vie que l'inverse.

Même pour ce qui est de nos loisirs, de nos distractions, le fonctionnement actuel favorise la paresse d'esprit. Par exemple la musique, les films que nous aimons sont tous faits dans le même moule. Tout simplement parce qu'ils sont produits et financés par quelques grands trusts du spectacle qui imposent donc leur choix à des millions de gens à travers la planète. Au point que ces musiques ou ces films, à force de se répéter, finissent de fonctionner en nous comme une drogue. On a besoin de ce genre et on devient allergique à toute nouveauté parce qu'elle nécessite un effort d'adaptation. C'est pour cela d'ailleurs, que quand ces trusts décident d'introduire une nouveauté, ils sont obligés d'y aller en faisant un véritable matraquage.

Dans les pays pauvres du tiers-monde, les drogues comme le kif ou d'autres, visent l'odorat et ne coûtent pas cher. La drogue des pays impérialistes vise les oreilles et les yeux et coûte bien plus cher. Il y faut des milliards d'investissements.

C'est la force des trusts que d'être parvenus à verrouiller d'une certaine manière le mouvement ouvrier, en y mettant en place des bureaucraties syndicales qu'ils entretiennent eux-mêmes, en droguant littéralement la jeunesse ouvrière le temps de l'accoutumer à la résignation ; et cela, partout à grande échelle et de la même façon. Mais c'est aussi une faiblesse que d'en être arrivés là, car il suffira que des militants sachent passer à côté de ces obstacles, sachent renouer avec le sentiment d'une réelle confiance dans les capacités des travailleurs du rang, sachent renouer aussi avec le goût de l'effort quand c'est pour leur cause, pour que leur coûteux système s'avère désuet et inutile.

On l'a vu par exemple en décembre 1986, au début de la grève SNCF ; quand les patrons, et les dirigeants des centrales syndicales ont découvert que les travailleurs du rail avaient mis en place dans un certain nombre de secteurs leur propre organisation de la grève, comités de grève et coordinations unissant syndiqués de toutes tendances et non-syndiqués, on les a vus tenir le même langage de panique, et rester paralysés pendant une quinzaine de jours devant la nouveauté de la situation. Ils ont fini par se rassurer quand le mouvement de ces organisations de la base a cessé de s'étendre. Il avait alors suffi que quelques dizaines de travailleurs préparent ces organisations au cours des mois et des semaines précédentes.

février – juin 1993